

Consultation publique relative à la création d'une zone d'équilibrage Nord unique pour les gaz H et B sur le réseau de GRTgaz

Contribution ANTARGAZ
23 avril 2012

Remarque préliminaire

Toute fusion nécessite une mutualisation des coûts (cf. fusion 2009), et donc implicitement une subvention de certains expéditeurs envers d'autres. A noter que c'est déjà en partie le cas puisque le coût de réservation de la conversion H-B ne couvre que 50% du coût réel.

Ceci étant, un tel argument ne saurait être considéré comme un frein à la fusion des zones Nord H et Nord B en regard du coût nul – toutes choses égales par ailleurs – et des bénéfices d'une telle fusion, tant sur le marché de gros (augmentation de la taille de la zone) que sur le marché de détail (simplicité d'accès au client final ex zone Nord B).

Q1. Etes-vous favorable aux principes proposés ci-dessus pour la création d'une zone d'équilibrage Nord unique ?

Antargaz est favorable aux principes proposés de la fusion des zones GRTgaz Nord B et GRTgaz Nord H.

Q2. Etes-vous favorable aux mesures proposées pour s'assurer que les infrastructures de gaz B sont utilisées par les expéditeurs pour l'équilibrage physique du gaz B ?

Il est en effet important que les infrastructures de gaz B servent avant tout à l'alimentation des clients en zone B, et ce pour éviter tout comportement individuel contraire à l'optimisation économique de l'alimentation de la zone B. **Les mesures proposées permettant globalement de répondre à ce besoin, nous y sommes favorables.**

Nous souhaitons toutefois formuler les remarques suivantes :

- (i) il convient de définir des tolérances adéquates pour ne pas ajouter un risque/coût supplémentaire qui risquerait de décourager la souscription de ces infrastructures pour les expéditeurs disposant ou désirant disposer d'infrastructures en zone B.
- (ii) nous comprenons que le service de conversion de pointe H en B continuerait à être proposé, uniquement pour que le prestataire d'échange puisse, le cas échéant, y souscrire. Il nous semblerait donc plus pertinent de supprimer ce service et de l'inclure au contrat de prestation d'échange.

- (iii) le service de conversion de gaz B en H continuerait à être proposé, sachant que seuls les expéditeurs disposant de capacité d'entrée en zone B y auraient accès, pour leur permettre d'évacuer du gaz de zone B en zone H. Or il est proposé par ailleurs la création d'un mécanisme de pénalité pour ces expéditeurs en cas de déséquilibre, de façon à les dissuader d'utiliser les infrastructures de la zone B à des fins autres que l'alimentation de cette zone, autrement dit d'évacuer du gaz de zone B en zone H. Ne serait-il pas dès lors plus simple, plutôt que de créer une pénalité, de réviser à la hausse le terme de conversion B en H ?
- (iv) la gestion physique des deux réseaux H et B implique la nécessité, pour GRTgaz, de déterminer une allocation par sous-périmètre H et B, mais ce uniquement pour les expéditeurs disposant d'infrastructure zone B. Ces derniers représentant une minorité des expéditeurs de la future zone unique Nord, il convient par souci de simplicité opérationnelle de ne publier pour les autres expéditeurs qu'une allocation agrégée à l'échelle de la zone unique Nord.

Q3. Etes-vous favorable à la sélection du ou des prestataire(s) d'échange par l'organisation d'une procédure de mise en concurrence dans le calendrier proposé ?

Le coût de cette prestation représentant un coût significatif pour l'équilibrage de la zone B, **il nous semble donc souhaitable, par principe, d'étudier une mise en concurrence de ce service**, et ce d'autant que les moyens en œuvre pour ce service sont à la disposition de l'ensemble des expéditeurs en ce qui concerne la souscription de capacité d'import Taisnières B et, à l'ensemble des expéditeurs disposant de clients finals (a minima), en ce qui concerne la capacité de stockage Sediane B.

Ceci étant, il convient de s'atteler à un tel processus non par dogmatisme de la concurrence, mais bien pour aboutir in fine à une réduction de coût du service. Or celui-ci étant déjà très encadré par la CRE, la CRE estime-t-elle que le coût de ce service puisse être réduit ? Nous souhaitons en effet éviter de reproduire ce qui s'est passé lors des engagements de GDF SUEZ auprès de la Commission Européenne (Affaire DG COMP/B-1/39316). En effet, dans le cadre de ce processus, GDF SUEZ a libéré de la capacité d'entrée sur le territoire français, capacité que GDF SUEZ avait contractée à long terme. Or il se trouve que toute cette capacité n'a pas été contractualisée par le marché et la quantité excédentaire a été restituée à GRTgaz, réduisant ainsi les capacités commercialisées, donc les revenus de GRTgaz. Ce qui a abouti mécaniquement à une augmentation des tarifs régulés de GRTgaz, payés par l'ensemble des expéditeurs. Il convient donc d'éviter un tel biais, par exemple en s'assurant que le contrat existant puisse perdurer au cas où la procédure de mise en concurrence échoue.

Concernant l'horizon proposé de 2015, celui-ci nous semble réaliste puisqu'il permettrait d'étudier ce sujet courant 2013 et d'organiser le processus en 2014 avec prise d'effet en 2015.

Q4. Avez-vous d'autres remarques à formuler ?

Pas d'autre remarque.